



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE,
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT
ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHES

BUREAU DES ACHATS MÉTIERS

Accord-cadre

ANNEXE 1 AU CCAP : DISPOSITIONS CONTRACTUELLES DES MARCHÉS
SUBSÉQUENTS

TUBE DE SÉCURITÉ MULTI-CALIBRES

Annexes éventuelles

Le présent document comprend 10 pages, y compris celle-ci, numérotées de 1 à 10.

S O M M A I R E

ARTICLE 1. OBJET	3
ARTICLE 2. FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3. DURÉE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4. MONTANTS - QUANTITÉS	3
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 6. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 7. MODALITÉS D'EXECUTION	4
7.1. Dispositions générales	4
7.2. Personnes habilitées à passer les bons de commandes	4
7.3. Modalités de livraison	5
7.4. Lieux et délais de livraison	5
ARTICLE 8. CONSTATATION ET VÉRIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
8.1. Personnes chargées des opérations de vérification	6
8.2. Principes des opérations de vérification	6
8.3. Délais ouverts à la personne publique - Décisions	6
ARTICLE 9. EXECUTION FINANCIÈRE	7
9.1. Règlement	7
9.2. Facturation	7
9.3. Délai de paiement	8
9.4. Comptable assignataire	8
9.5. Ordonnateur secondaire	9
9.6. Cession ou nantissement de créances	9
9.7. Personne habilitée à fournir les renseignements	9
9.8. Avances	9
9.9. Acompte	9
ARTICLE 10. RESILIATION	10
ARTICLE 11. CONTENTIEUX	10
ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG/FCS	10

Article 1. OBJET

Le présent marché subséquent a pour objet la fourniture de tubes de sécurité multi-calibres (TSMC) destinés [à compléter par chaque service coordonné lors de la passation du marché subséquent].

Le marché subséquent se décompose comme suit :

- Poste A : Tube de sécurité multi-calibres
- Poste B : Support du tube de sécurité multi-calibres
- Poste C : Kit de maintenance TSMC

Les fournitures sont conformes aux dispositions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 2. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché subséquent prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande. Il est régi par les dispositions de l'article R. 2162-8 du code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et est exécuté dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Article 3. DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché est définie lors de sa passation sans préjudice des dispositions des articles 1.3 « Forme et durée de l'accord-cadre » et 4 « Base juridique des marchés subséquents et passation » du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre auquel se rapporte le présent marché.

Article 4. MONTANTS - QUANTITES

Les besoins sont précisés par le service coordonné lors de la conclusion du marché subséquent.

Article 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché subséquent est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

- x L'acte d'engagement du marché subséquent – incluant un éventuel complément d'offre préalable à la conclusion du marché subséquent – et son annexe financière ;
- x Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCTP) ;
- x Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes auquel le marché subséquent est rattaché ;
- x Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- x L'offre technique du/des titulaire(s).

Les commandes sont régies par les documents suivants :

- x Le marché défini par le présent document et rattaché au cahier des clauses administratives particulières dont il est annexé ;
- x Les bons de commande émis dans le cadre du marché.

Article 6. **REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Pour l'exécution du marché subséquent, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) de chaque service coordonné demeure l'unique correspondant du titulaire et la seule autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le marché subséquent et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongation de délai d'exécution, de sursis de livraison.

Coordonnées du RPA :

À compléter par chaque service coordonné lors de la passation du marché subséquent.

Article 7. **MODALITES D'EXECUTION**

7.1. Dispositions générales

Les prestations font l'objet de bons de commande) émis au fur et à mesure de l'apparition des besoins par le biais d'un message électronique. Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande, notifiés au titulaire par voie dématérialisée, comportent les mentions suivantes :

- ▶ L'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- ▶ La référence de l'accord-cadre (le numéro et la date) ;
- ▶ Le numéro de commande CHORUS (référence interne à l'administration) et sa date d'émission ;
- ▶ La désignation ou la référence de la prestation ;
- ▶ La quantité commandée ;
- ▶ Le(s) prix unitaire(s) : prix HT, montant de la TVA, prix TTC ;
- ▶ Le(s) délai(s) de livraison ;
- ▶ Le(s) lieu(x) de livraison ;
- ▶ Le code du service exécutant (le service réceptionnant)
- ▶ Les coordonnées du service chargée de la réception ;
- ▶ L'adresse de facturation.
- ▶ Le comptable assignataire chargé des paiements ;

La date de réception du bon de commande par le fournisseur tient lieu de notification de la commande.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent.

La résiliation du marché subséquent ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

7.2. Personnes habilitées à passer les bons de commandes

Chaque service coordonné indique la liste des personnes habilitées à émettre les bons de commande.

L'autorité signataire du marché peut modifier par ordre de service la liste des personnes habilitées à émettre les bons de commande.

7.3. Modalités de livraison

Avant toute livraison, le titulaire prend contact, au(x) numéro(s) de téléphone figurant sur le bon de commande, avec l'entité (ou les entités) à laquelle (ou auxquelles) est destinée (ou sont destinées) les fournitures à livrer afin de convenir d'une date et d'une heure de livraison effective.

Les coordonnées de ce correspondant sont :

À compléter par chaque service coordonné

Les fournitures livrées par le titulaire doivent impérativement être accompagnées d'un bon de livraison établi dans les conditions prévues par l'article 21 du CCAG/FCS.

Le bon de livraison est fourni en 3 exemplaires répartis de la façon suivante :

- L'original, contresigné par le(s) représentant(s) de l'administration responsable de la prise en charge de la livraison, est joint à la facture adressée à l'administration ;
- Un duplicata accompagne les matériels livrés ;
- Un duplicata est remis au(x) personnel(s) prenant en charge la livraison

Le conditionnement des fournitures doit répondre aux spécifications techniques du CCTP. Conformément à l'article 20 du CCAG/FCS, la qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et aux modalités de transport prévues par les documents du marché. Elle est de la responsabilité du titulaire

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

7.4. Lieux et délais de livraison

Les lieux et délais de livraison sont précisés par chaque service coordonné lors de l'établissement du marché subséquent, conformément aux dispositions figurant dans l'accord-cadre.

Les délais d'exécution débutent à compter de la date de notification du bon de commande. Ils ne sauraient excéder les délais indiqués par le titulaire dans son offre technique, conformément à l'article 10.3 de l'accord-cadre.

Les livraisons s'effectuent, sauf indication particulière sur les bons de commande, pendant les jours et heures ouvrés, soit du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

Les jours et horaires d'ouverture des lieux de livraisons pour la réception des fournitures sont précisés par les services coordonnés lors de l'établissement du marché subséquent.

Le titulaire peut demander au RPA l'autorisation de procéder à des livraisons partielles.

Article 8. CONSTATATION ET VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Personnes chargées des opérations de vérification

Les personnes suivantes reçoivent délégation du représentant du pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations de vérification et prononcer les décisions y afférentes :

À compléter par le service coordonné.

Les décisions de réception avec réfaction sont exclusivement prononcées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

8.2. Principes des opérations de vérification

Pour chaque bon de commande, les prestations sont soumises à des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- Aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- Aux spécifications techniques contenues dans le cahier des clauses techniques particulières et dans l'offre du titulaire ;

8.3. Délais ouverts à la personne publique - Décisions

Les délais de constatation ouverts à la personne publique pour effectuer les opérations de vérification et pour notifier sa décision sont de 30 jours calendaires maximum à compter de la date de livraison des fournitures.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/ FCS, le titulaire n'est pas convié aux opérations de vérification.

Les opérations de vérification sont réalisées sur les lieux de livraison des fournitures.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision d'admission des prestations.

Les résultats des opérations de vérification sont consignés dans un procès-verbal.

Au vu du procès-verbal précité, le personnel habilité (cf. article 8.1 « personnes chargées des opérations de vérification » du présent document) notifie au titulaire une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG FCS.

Cette décision, à laquelle est annexé le procès-verbal précité, est établie en 3 exemplaires :

- Un exemplaire pour notification au titulaire ;
- Un exemplaire pour l'ordonnateur secondaire ;
- L'exemplaire original, conservé par le personnel habilité.

La liste des autorités destinataires des procès-verbaux est complétée le cas échéant lors de l'établissement du marché subséquent.

- Lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée.

Le titulaire dispose alors d'un délai de 15 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les matériels ajournés.

Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours.

Si le titulaire présente les prestations mises au point, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, à compter de la date de nouvelle présentation, de la totalité du délai prévu pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et notifier sa décision, soit 30 jours.

- Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le **rejet partiel ou total**. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

En cas d'ajournement ou de rejet, les frais de réacheminement des matériels sont à la charge du fournisseur.

En cas de rejet définitif à la seconde présentation pour vérification, le marché subséquent pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Seule la décision (expresse ou tacite) d'admission des fournitures vaut acceptation définitive de celles-ci.

L'admission des fournitures est prononcée sous réserve des vices cachés ou malfaçons. La décision d'ajournement ou de rejet ne suspend pas le calcul des pénalités de retard.

Article 9. EXECUTION FINANCIERE

9.1. Règlement

Le règlement intervient par virement direct au compte ouvert au nom du titulaire et/ou de son ou ses sous-traitants directs éventuels dont la mention figure à l'acte d'engagement.

9.2. Facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies après réception définitive des fournitures.

Les mentions obligatoires des factures doivent être conformes à celles mentionnées dans l'article D2192-2 du Code de la commande publique.

Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le nom et l'adresse du débiteur ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du marché (n° d'engagement juridique CHORUS indiqué dans le bon de commande), éventuellement de chaque avenant, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- Le type et la quantité de fournitures livrées en précisant leurs destinations ;

- Le montant hors TVA des fournitures livrées et des prestations réalisées, éventuellement ajustées ;
- Le taux et les montants de la TVA ;
- Le montant total des fournitures livrées ;
- La date d'émission de la facture ;
- Le code du service réceptionnant (service exécutant).

La transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique. Les factures doivent impérativement être envoyées par voie dématérialisée.

L'État met à disposition de ses fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures en un point unique, commun à l'ensemble des structures publiques :

Le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :
<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

À compléter par chaque service coordonné lors de la passation du marché subséquent

9.3. Délai de paiement

Le délai de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de la date de réception des fournitures ou des prestations si elle est postérieure. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité l'application d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros s'ajoutera aux intérêts moratoires.

9.4. Comptable assignataire

Lors de l'établissement du marché subséquent, le service coordonné précise les coordonnées du (ou des) comptable(s) assignataire(s) des paiements.

9.5. Ordonnateur secondaire

L'ordonnateur secondaire procédant au mandatement est le centre de prestations financières :

À compléter par chaque service coordonné lors de la passation du marché subséquent

9.6. Cession ou nantissement de créances

En l'absence de montant minimum contractuel, seuls les bons de commande peuvent, à la demande expresse du titulaire, faire l'objet d'un certificat de cessibilité tel que le prévoit l'article R2191-51 du code de la commande publique.

9.7. Personne habilitée à fournir les renseignements

Lors de l'établissement du marché subséquent, le service coordonné précise les coordonnées des personnes habilitées à fournir les renseignements visés par les articles R2191-59 et suivants du code de la commande publique.

9.8. Avances

Conformément aux articles R. 2191-16 à R. 2191-18 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre étant exécuté au moyen de bons de commande et ne comportant pas de minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. Le montant de l'avance est de 5 % du montant du bon de commande.

Le titulaire peut renoncer au versement de l'avance dans son acte d'engagement.

9.9. Acompte

Dans les conditions prévues par les articles R. 2191-20 et suivants du code de la commande publique, le titulaire peut solliciter le versement d'acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à deux mois (ou mensuelle, sur demande, pour le titulaire remplissant les conditions de l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique).

La somme cumulée des acomptes versés ne peut dépasser le montant des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le montant de chaque acompte est arrondi à l'euro inférieur.

Le titulaire produit à l'appui de sa demande, les justificatifs d'exécution des prestations dont il compte obtenir le paiement.

Les services coordonnés peuvent modifier les modalités de versement des acomptes sous réserve de ces dispositions minimales.

Le solde est versé à l'admission.

Autorité destinataire des demandes d'acomptes :

Lors de l'établissement du marché subséquent, le service coordonné indique les coordonnées précises de l'autorité destinataire des demandes d'acomptes ainsi que les modalités de dépôt.

Article 10. RESILIATION

Le présent marché subséquent pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG/FCS ;
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS ;
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du

CCAG/FCS.

Par dérogation aux dispositions de l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire pourra prétendre à une indemnisation limitée au montant des prestations réalisées et livrées à la date de notification de résiliation, ainsi qu'aux frais directs engagés pour les prestations en cours.

En aucun cas, l'indemnisation ne pourra être calculé sur la base du montant maximum de l'accord-cadre. Aucune indemnisation ne sera accordée au titre des gains manqués ou du manque à gagner.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire

Les commandes notifiées au titulaire avant la date d'effet de la résiliation doivent être honorées, quelles que soient les dates de livraison effective ou les dates d'exécution des prestations concernées.

Article 11. CONTENTIEUX

Lors de l'établissement du marché subséquent, le service coordonné indique les coordonnées précises du tribunal compétent en cas de litige.

Article 12. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

- L'article 8.3 du présent marché déroge aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/FCS.
- L'article 10 du présent document déroge aux dispositions de l'article 42 du CCAG/FCS.